

FRANCÉS

République Dominicaine: l'OEA est-elle derrière le coup d'État à la démocratie?

El Ciudadano · 27 de febrero de 2020



Dimanche dernier -16 février- **les élections municipales en République Dominicaine** ont été **suspendues** alors que le processus se déroulait en plein vote. La décision a été prise en raison d' **une défaillance technique du système de vote automatisé** utilisé pour la première fois dans le pays, avec l'approbation de l'Organisation des États américains (OEA).

Cette situation a généré **des accusations croisées entre l'officialisme et l'opposition** ; au point de secouer l'ordre démocratique du pays des Caraïbes.

Le vote a été suspendu à 11h11 du matin, quatre heures après l'ouverture des bureaux de vote. À ce moment, **il y avait de longues files d'attente devant les centres de vote de Saint-Domingue et dans 17 autres villes** où le système devait être mis en œuvre.

La **suspension est sans précédent dans un pays qui a connu une certaine stabilité politique** au cours des dernières décennies, malgré les cruelles inégalités sociales et l'extrême pauvreté qui règnent dans les secteurs populaires ; et les allégations habituelles de fraude à chaque élection depuis 1966.

L'échec technique a fait que tous les partis ou candidats ne sont pas apparus sur l'écran des machines à voter. Ce scénario a provoqué des critiques furieuses contre les forces politiques affectées aux premières heures de la journée.

El presidente [@DaniloMedina](#) en un discurso a la nación hace un llamado a la población a mantener la paz y la buena convivencia.

— PLD (@PLDenlinea) February 18, 2020

Ces **problèmes techniques ont été vérifiés par les autorités** électorales samedi soir, ont été communiqués aux partis politiques et aux observateurs internationaux **et ont tout de même décidé de procéder.**

Malgré la connaissance des erreurs, le Conseil électoral central (JCE) n'a pas décidé d'interrompre le processus tant qu'il n'a pas été constaté que **les décisions avaient été généralisées** dans les circonscriptions où le vote automatisé était utilisé.

Julio César Castaños Guzmán, président de l'ECC, a affirmé que la nouvelle date des élections municipales sera décidée en accord avec la direction nationale. Cependant, les **électeurs estiment que la suspension est due à une ruse du gouvernement de Danilo Medina** et du Parti de libération de la République dominicaine (PLD) – qui, selon les sondages, perdraient par un gros avantage – **pour essayer de ne pas perdre le contrôle du pouvoir** et de donner une chance pour exécuter quelque chose qui leur permet de rester.

Selon la loi électorale dominicaine, **il y a un délai de 30 jours pour appeler les élections après confirmation de l'annulation du processus.** Cependant, certains secteurs politiques n'excluent pas qu'ils coïncident avec ceux présidentiels et législatifs du 17 mai.

Pendant ce temps, les **rues de la République dominicaine ont été prises par les citoyens**, qui manifestent contre le régime de Médine et dénoncent la fraude qu'ils ont l'intention d'exécuter.

Discurso del Presidente [@DaniloMedina](#) la noche del Lunes 17 febrero 2020 desde el Palacio Nacional.
pic.twitter.com/1nVtpPYLt6

— PLD (@PLDenlinea) February 18, 2020

Critique du corps électoral et accusations

La suspension du vote a provoqué un torrent d'accusations croisées entre les principaux partis politiques, ainsi qu'un flot encore plus important de critiques à l'encontre de l'autorité électorale.

La suspension des élections **est un grave abus des droits démocratiques des citoyens**, ce qui entraîne une grave crise institutionnelle. C'est ce qu'a déclaré le chef de l'opposition Luis Abinader, candidat à la présidence du Parti révolutionnaire moderne (PRM).

De son côté, le PLD, formation du président **Danilo Medina, a déclaré qu'il y avait du sabotage dans les machines à voter** et accusé d'y participer des secteurs internes du corps électoral.

Bien qu'il n'ait pas ouvertement accusé l'opposition d'être responsable du présumé sabotage, le président du PLD, Temístocles Montas, a fait valoir que, **selon lui, les opposants en sont les principaux bénéficiaires**.

De même, il a attaqué Abinader pour avoir fait pression sur le Conseil pour qu'il suspende les élections et **a accusé l'opposition de discréditer le système de vote automatisé** depuis sa mise à l'épreuve.

Le vote automatisé permet au candidat d'être choisi sur un écran puis d'imprimer le bulletin de vote, qui doit ensuite être inscrit dans l'urne. Son grand avantage est qu'il vous permet d'accélérer le comptage.



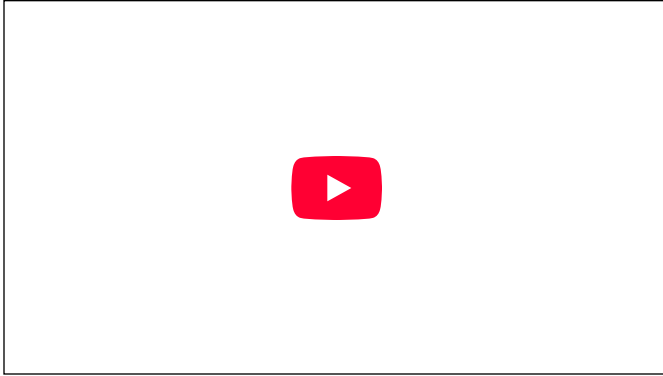
Les machines à voter ont été utilisées pour la première fois, avec beaucoup de controverse, lors des primaires du 6 octobre dernier, qui ont célébré le PLD et le PRM, les deux plus grands partis du pays.

L'ancien président **Leonel Fernández** – ancien membre du PLD – et fondateur de la Force populaire – **dirige tous les scrutins pour la présidence** et s'oppose au vote automatisé car il ne dispose pas de toutes les garanties de sécurité et de vérification nécessaires à son application.

Pour cette raison, **Fernández a constamment discrédité le système** qui, selon sa propre expérience, était **essentiel pour commettre une fraude contre lui** et favoriser Gonzalo Castillo dans les primaires, filleul politique de l'actuel président et maintenant candidat à la présidentielle.

En raison de ces controverses, l'autorité électorale a décidé de limiter le recours au vote automatisé dans les municipalités à 1 772 circonscriptions, soit 11% du total, mais représentant environ 60% de l'électorat.

Dans le reste des circonscriptions, principalement dans les zones rurales, les électeurs marquaient leur vote à la main sur des bulletins de vote, comme cela se faisait toujours.



Près de 80 millions de dollars perdus

La suspension des élections a coûté cher dans un pays de 10 millions d'habitants. Pour ces élections, la JCE a acquis **55 000 machines à voter, qui n'ont pas pu être réutilisées, au prix de 19 millions de dollars** décaissés à la société *Digiworld*, lauréate de l'appel d'offres.

À cet argent s'ajoute le budget alloué par le ministère des Finances pour l'organisation des élections, qui s'est élevé à 3 182,9 millions de pesos, soit environ 60 millions de dollars.

Outre les budgets officiels, **la suspension a également eu un impact sur la poche de certains citoyens.**

Par exemple, un électeur identifié comme étant Beatriz Díaz a déclaré à l'agence *EFE* – dans un collège électoral que sa fille avait quitté les États-Unis pendant les élections et devait partir sans pouvoir voter.



« La chose logique est d'avoir confiance en ce système, il a été audité et revu ». Ces propos, prononcés publiquement quatre jours avant les élections, ont peut-être pesé le chef de la mission d'observation électorale de l'OEA, l'ancien président Eduardo Frey.

Cependant, les élections ont été suspendues, après avoir vérifié une «défaillance technique» dans le système de vote automatisé.

Jusqu'à mardi, les **théories semblent rester à Saint-Domingue parmi les acteurs politiques**. Du sabotage aux serveurs de la Commission électorale centrale, à un échec généralisé dû à une manipulation précipitée du système automatisé, ils font partie des hypothèses répandues, alors que dans la rue les gens protestent, dénoncent une éventuelle fraude électorale et exigent la démission des magistrats qui dirigent la JCE.

Puis – au milieu – il **y a l’OEA, dont l’influence est autour des motifs de la commission depuis 2019**, au point de partager la responsabilité entre ceux qui ont certifié le système de vote automatisé qui serait utilisé pour la deuxième fois dans le pays.

No se trata de Popis o Wawawa, es toda la ciudadanía dominicana que quiere respuestas sobre lo qué pasó el domingo pasado. @juntacentral respondan. pic.twitter.com/Cow8qbaD8d

— José Horacio Rodríguez (@JoseHoracioR) February 19, 2020

L’OEA et les États-Unis UU derrière la crise

Journaliste vénézuélien Taynem Hernandez a écrit une opinion pièce intitulée « *¿ Que fait l’OEA dans la République Dominicaine ?* », Dans lequel il décrit ce qui est lié à la suspension des élections.

Dans le texte, Hernández commente qu’en **novembre 2019, le président de l’ECC s’est rendu à Washington pour signer avec l’OEA l’accord d’observation électorale** pour les élections de dimanche dernier.

Là, il a **reçu des «recommandations de responsables» de l’agence** pour demander à la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES) «de son soutien dans la gestion devant la Commission d’assistance électorale des États-Unis (EAC) d’une collaboration technique pour l’audit le logiciel et le système de vote automatisé ».

«Cela a été fait. À cette même époque, la demande a été adressée à l’IFES, une fondation dédiée aux questions électorales, parrainée par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l’Australie, entre autres; et qu’il a **coordonné que l’audit soit payé par l’Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)** , largement connue au Venezuela pour avoir pris en charge une bonne partie de la répartition des ressources financières pour les opérations qui aident à renverser le président Nicolas Maduro » , explique Hernández.

Il ajoute également que conformément au procès-verbal 43-2019 de la session de l’ECC du 17 décembre au cours de laquelle il a été approuvé de rendre cette demande publique, il est décrit que l’audit comprenait une analyse des codes sources (instructions à suivre l’équipement informatique pour exécuter un programme); l’intégrité et la sécurité des données, la transparence du système et « tout autre élément qui donne la paix aux acteurs politiques et à la société civile, qui participeront au concours électoral ».



L'audit du système de vote automatisé payé par Washington a été réalisé au cours de la dernière semaine de janvier. Selon le rapport présenté le 7 février, « l'équipe d'évaluation n'a identifié aucune lacune majeure dans le système de vote automatisé qui sera utilisé lors des élections municipales du 16 février 2020 ».

Hernández fait également remarquer que lorsque le rapport a été daté, les résultats étaient déjà connus. Même le président de l'ECC, qui a rencontré les représentants de l'IFES et de l'USAID, a connu l'après-midi du 24 janvier « pour discuter des résultats de l'évaluation préélectorale ».

«Quelques heures auparavant, dans un hôtel de Saint-Domingue, les membres d'une équipe technique de l'OEA qui avaient été envoyés pour cette tâche ont également été informés. Le résumé des réunions, inclus dans le rapport de l'IFES, se lit comme suit : «Réunion, 24 janvier 2020, demain (Hôtel *El Embajador*).

Le but de la réunion était de partager les conclusions préliminaires de l'équipe d'évaluation avec l'OEA et de discuter des problèmes possibles qui pourraient survenir avec le système de vote automatisé. Des représentants de l'ambassade américaine, de l'USAID, de l'IFES, de l'OEA et des évaluateurs Pro V&V ont assisté à la réunion. »

Quels étaient les «problèmes possibles qui pourraient survenir» qui ne sont pas décrits dans le rapport ? Les magistrats de l'ECC ont-ils discuté de ces éventuels problèmes ? L'audit recommandé par l'OEA et payé par Washington a-t-il détecté une vulnérabilité qu'il préférerait réduire au silence?

Nuria Piera exige la renuncia del pleno de la Junta Central Electoral luego de que suspendieran las elecciones por no lograr que el sistema de voto automatizado funcione correctamente. Una decisión histórica que sucede por primera vez en República Dominicana. pic.twitter.com/P7002bMB25

— Somos Pueblo Media (@RDSomosPueblo) February 16, 2020

Le fait est que le samedi 15 février au soir, au début des élections, la mission de l'OEA et une mission d'assistance technique de l'IFES ont participé à une réunion à l'ECC au cours de laquelle elles ont été informées de la détection des pannes de matériel informatique et la volonté de corriger les erreurs avant le début des élections.

Dimanche, à 11 heures, les élections ont été suspendues. De là, l'activité de l'OEA s'est accélérée. Le même dimanche soir, il a rencontré Danilo Medina puis, encore une fois, les autorités de l'ECC. Lundi 17, la mission a rencontré chacun des trois candidats à la présidence (qui doivent se présenter aux élections en mai prochain).

Les quatre dirigeants politiques, dont le Président, ont publiquement assuré que la présence de l'OEA était nécessaire. Le même jour, l'ECC a annoncé la date des nouvelles élections municipales. Plus important que cela, il a informé la décision que les élections se feraient par scrutin physique et élimineraient le système automatisé. **L'OEA s'est félicitée du vote manuel. IFES aussi.**

No es que dizque, ni las bombas lacrimógenas, la juventud lucha por la democracia dominicana! Plaza Bandera. 18/2/2020 pic.twitter.com/oO2y87q8WT

— Virginia Alvarez G. (@VirginiaAlvar19) February 19, 2020

Que dit Leonel Fernández?

Pour sa part, **Fernández a indiqué que le vote automatisé avait été enterré** après la décision rendue par le système lors de la tenue des élections municipales.

L'ancien président Fernández (1996-2000, 2004-2012) a dit que le système de vote automatisé est le nombre optimal de mesures de sécurité devraient être considérées qui ne sont pas bien accueillis par la JCE.

« En principe, toutes les parties ont accepté le vote automatisé, mais pour l'appliquer, une série de mesures doivent être prises concernant la certification des équipes et l'audit technique avant le logiciel, le code était », a déclaré Fernández lundi.

El pasado 16 de febrero hicimos un llamado a un diálogo nacional entre los distintos sectores políticos y sociales de la República Dominicana. Ese diálogo procura superar la crisis desatada a raíz del intento fallido de fraude perpetrado en los pasados comicios municipales. pic.twitter.com/2ODWfubw4W

— Leonel Fernández (@LeonelFernandez) February 19, 2020

Il a également déclaré qu'en l'absence de telles mesures protocolaires, le système échouerait en République dominicaine ou n'importe où dans le monde.

« Si cela n'est pas fait, **il n'y a aucune garantie de sécurité et d'intégrité du système électoral. Ici, cela n'a pas été fait, nous le revendiquons constamment**, évidemment qu'en l'absence de ces mesures protocolaires, partout dans le monde, l'électronique ou l'automatisme devront échouer », a-t-il déclaré.

Dans un discours présenté lundi, Fernández a déclaré qu'une partie des échecs du système était l'exclusion des candidats de l'écran, des images des partis et des candidats tronqués, entre autres irrégularités.

« **Le seul parti qui, étrangement, n'ait été affecté par aucune de ces circonstances anormales, était le parti au pouvoir**, dont la direction actuelle, depuis un certain temps, cultive une conduite sans scrupules d'irrespect de la Constitution, d'ignorance des institutions démocratiques. et de briser le volontaire populaire », a déclaré Fernández.

La démocratie représentative s'est-elle effondrée?

Le journaliste et politologue dominicain **Juan Carlos Espinal a exhorté l'opposition à dénoncer devant l'Organisation des Nations Unies (ONU) un « Coup d'État électoral civil-militaire »** pour saboter les élections, soutenu et planifié par le gouvernement de Danilo Medina.

« Si l'opposition autorise et ne rend pas de jugement politique au président de la Commission électorale centrale et en même temps, se plaint formellement devant les tribunaux de la République, s'il ne se retire pas des élections ensemble, tant qu'il n'y aura pas de garanties constitutionnelles, puis **d'ici à mai, ce que le gouvernement de Danilo Medina et le Comité politique du PLD ont fait** avec les secteurs du CONEP, avec les secteurs de FINJUS, avec les hommes d'affaires et l'église; en combinaison avec des secteurs de la géopolitique internationale, dirigée par l'OEA, et à l'avant-garde de cette (Luis) Almagro. Si cela se produit ici, passez par la même situation le 6 octobre et le 16 février, en mai », a expliqué Espinal.

De plus, l'opinion d'Espinal a été reflétée dans un article publié lundi dernier, dans lequel il explique que 32 sondeurs, tant locaux qu'internationaux, ont mené des **recherches sur les préférences politiques et ont placé Fernández comme principal candidat à gagner.**

La Misión de Observación de la [#OEAenRepDom](#) se reunió esta tarde con el pleno de la Junta Central Electoral [@juntacentral](#) y conversaron acerca de la Proclama de Elecciones Extraordinarias Municipales del 15 de marzo de 2020 [pic.twitter.com/NGF5U6TjCn](#)

— OEA (@OEA_oficial) February 17, 2020

«Le 6 octobre, la **primaire ouverte du PLD s'est tenue**. Danilo Medina a imposé Gonzalo Castillo comme candidat à la présidentielle. Là, le budget des travaux publics a été utilisé et **la première fraude électronique massive de l'histoire électorale du pays a été exécutée** », décrit Espinal.

En ce sens, cela indique que selon Citizen Participation, une ONG attachée à *Transparency International*, qui à son tour a des liens avec l'USAID, **Medina et son gouvernement a mis en œuvre l'achat de 32% des électeurs.**

Le 20 octobre 2019, un événement historique a **marqué le départ du président historique du PLD, Leonel Fernández.**

Selon Gustavo Sánchez, membre du comité central du PLD, **40% des effectifs du parti ont démissionné** et ont prêté serment à *Fuerza del Pueblo*, après le départ de Fernández.

Misión de Observación Electoral de la OEA en República Dominicana valora extender su permanencia de cara a las elecciones del 15 de marzo [pic.twitter.com/KEBHCGOyZZ](https://twitter.com/KEBHCGOyZZ)

— OEA (@OEA_oficial) February 18, 2020

Selon l'enquête Gallup, **67% de la population a rejeté le projet de réélection du président Danilo Medina** pour un troisième mandat. «Cela a provoqué la militarisation du congrès national et 35 jours de mobilisation populaire dans les 158 municipalités et 234 districts municipaux».

Selon l'enquête, le rejet de la population aux juges JCE avant le 6 octobre a atteint 55%. Puis, 90 jours après que Leonel Fernández a démissionné du PLD et fondé le parti Force of the People, le sondage Mark and Penn a établi que 19% des Dominicains soutiennent leur candidature présidentielle.

Fernández et son équipe juridique ont dû contourner 29 contestations judiciaires à sa candidature présidentielle. Cette campagne de judiciarisation a été financée et dirigée par Thémistocle Montas, chef du PLD.

«Dans le même temps, **des communicateurs experts ont été engagés pour mener une campagne médiatique atroce** promue par le ministre administratif de la Présidence. L'idée centrale était de contrecarrer la popularité de Fernández et d'essayer de réduire l'impact de la division sur le PLD dans l'opinion publique », ajoute Espinal.

https://twitter.com/somosunosrd/status/1230189749475868673?ref_src=twsrc%5Etfw

64% de la population dominicaine veut sortir du PLD

Espinal souligne dans son article que, selon des études statistiques – à la fois locales et internationales – **64% des Dominicains veulent que le PLD soit hors gouvernement.**

La division du PLD a abouti à la signature d'un pacte politique entre Luis Abinader, candidat à la présidence du Parti révolutionnaire moderne (PRM), et Leonel Fernández. Depuis lors, **les sondages établissent que l'opposition gagnerait la majorité des conseils municipaux, des députés et des sénateurs**, sur les 3 846 postes électifs en jeu.

«Des rapports de renseignement basés sur des enquêtes géographiques établissent que *Fuerza del Pueblo* et Leonel Fernández obtiendraient aux élections municipales du 16 février entre 19% et 24% des candidatures municipales. Le PRM obtiendrait 41% des communes et le PLD 26% des 158 communes et 234 districts ».

Ainsi, pour Espinal, la suspension des élections municipales faisait partie d'une « opération militaire du gouvernement de Médine, envoyant 64 000 membres de l'armée pour soutenir la police militaire ».

https://twitter.com/pabloviollier/status/1229550234889486337?ref_src=twsrc%5Etfw

«Le gouvernement de Danilo Medina a commis un acte de subversion politique en créant les conditions pour le début d'une escalade populaire de grandes manifestations. Selon un rapport du Département d'État, publié [par l'intermédiaire de l'ambassade des États-Unis à Saint-Domingue](#), les citoyens de ce pays sont avertis de ne pas s'exposer à des risques potentiels de violence complexe ».

Selon les rapports reçus par l'Observatoire citoyen REDSOCIALCODI , les délégués électoraux dans au moins 89 municipalités conviennent d'établir l'utilisation et l'abus des ressources du Plan social présidentiel dans la distribution de 20 millions de dollars en appareils à distribuer quelques heures avant Le municipal.

«Selon des analystes internationaux de différents réseaux d'information et des constitutionnalistes ayant consulté l'opération militaire dirigée par le président Danilo Medina, **nous avons cherché à empêcher le plus grand nombre d'électeurs d'assister aux scrutins**, à unifier les élections municipales et du Congrès avec les élections présidentielles et à permettre leur candidature », explique Espinal.

« Le Coup d'État militaire entraînera la répudiation du gouvernement dominicain, le rejet unanime de la communauté internationale et le début d'un cycle de luttes politiques et de contradictions qui entraînera la division du PRM et la démission des combattants vers la Force populaire », ajoute-t-il.

De los pocos comunicadores/figuras publicas dominicana que ha dado la cara, que desde su seccion del AntiNoti en Youtube siempre ha desenmascarado a todos esos corruptos del gobierno 🍌🍌🍌🍌
<https://t.co/hFfim2AFfg>

— Lissa Lantigua (@lanteewah) February 19, 2020

Espinal ajoute également dans son analyse que la suspension des élections, la première fois dans l'histoire contemporaine 1962-2020, à un autre élément qui passe sous la table mais qui a beaucoup d'influence sur la politique, le pouvoir des affiches de la drogue.

«Selon le sondeur Gallup, **les cartels de cocaïne ont plus d'influence dans le pays que les médias, les partis politiques et les églises**. Selon les rapports des services de renseignement, le trafic de drogue – en accord avec les secteurs officiels du PLD – serait à l'origine de l'achat de votes dans les quartiers de la République dominicaine ».

«Il s'agit de la tentative de coup d'État et d'un acte criminel qui doivent faire l'objet d'une enquête. La République dominicaine et les Dominicains ne méritent pas cela. Le PLD et **les auteurs intellectuels et matériels de ce crime contre la démocratie et l'institutionnalité doivent être traduits devant les tribunaux** de la République », a-t-il conclu.

Élections à l'OEA: María Fernanda Espinoza cherche à faire battre l'histoire aux États-Unis et Almagro

Affaire Rosneft: États-Unis hors de contrôle attaque la Russie pour étouffer le Venezuela

Fuente: El Ciudadano